

Contre la barbarie ordinaire

Nous, intellectuels et citoyens progressistes, attachés à la démocratie autant qu'à la justice sociale, nous qui plaidons pour qu'émergent des sociétés émancipées de toutes les formes de violence (politique, économique, sociale, culturelle) et défendons le droit des populations à construire des alternatives face aux dangers d'un capitalisme sans entrave, nous qui aimons la Colombie pour y vivre au quotidien, nous qui l'avons fuie, nous qui y avons des amis ou ne la connaissons que de loin, nous voulons dire notre douleur et notre honte devant le sort fait aux séquestrés et, à travers eux, devant l'ampleur de la tragédie humanitaire colombienne, qui asphyxie la population civile et bafoue les principes élémentaires de la dignité humaine.

1. Nous tenons d'abord à exprimer notre condamnation sans appel de la pratique de la séquestration, pratiquée par les FARC, les autres guérillas, les paramilitaires, certains éléments de la force publique et la délinquance de droit commun. La séquestration est par elle-même un crime atroce, menant à l'épuisement physique et à la mort sociale des personnes concernées. En outre, en raison des conditions d'insalubrité ou de l'intensification du conflit, elle expose directement ces personnes à une mort définitive. Rien, absolument rien ne peut la justifier. Il en va de même pour toutes les exactions (attentats, menaces, assassinats, massacres) exercées à l'encontre de la société civile, par des groupes armés illégaux, mais aussi des membres de la police et des forces armées légales, dont les stratégies exclusivement guerrières les ont conduit à pervertir leur projet politique et éthique initial.
2. Nous condamnons avec une fermeté identique l'attitude irresponsable et inacceptable du gouvernement colombien. Son refus de reconnaître l'existence du conflit armé et d'y appliquer les principes du droit international humanitaire, la chape de plomb qu'il fait peser sur les familles des otages en évoquant régulièrement la perspective d'opérations militaires, les insultes qu'il adresse aux membres de l'opposition démocratique, constitués en cible potentielle ou réelle des groupes paramilitaires, les accointances de ceux-ci avec les narcotrafiquants et les dirigeants politiques – dans un contexte où l'appareil judiciaire n'est pas en mesure de conférer aux principes de vérité, de réparation intégrale et de non-répétition des exactions la moindre traduction concrète –, enfin l'échec d'une politique de "sécurité démocratique", incapable de garantir la vie aux plus déshérités alors qu'elle cherche à légitimer ses actions en s'abritant derrière le motif fallacieux d'une "guerre contre le terrorisme", tous ces éléments pointent l'immense responsabilité du pouvoir actuel et appellent une condamnation de même nature.
3. Nous condamnons enfin les politiques de certains membres la Communauté internationale, en particulier celle du gouvernement étasunien qui, avec les Plans "Colombie", "Patriote" et "Consolidation", donne à ce régime les moyens logistiques et financiers d'une guerre atroce. De son côté, l'Union européenne ne cesse de se voiler la face devant une réalité humanitaire désastreuse, au nom d'intérêts économiques indiscutés – visibles très récemment dans les négociations engagées avec la Communauté Andine. Or cette réalité-là est têtue, ainsi que le montrent les rapports de la Commission des droits de l'homme de l'ONU sur la situation colombienne depuis des années. Faut-il en effet rappeler que la Colombie compte plus de 3.000 séquestrés – dont un peu moins d'un tiers détenu par les FARC –¹, 30.000 victimes de disparition forcée – essentiellement par

¹. Source : Las Voces del Secuestro.

l'action des groupes paramilitaires –² et 3,9 millions de déplacés³ ? Faut-il rappeler que ce pays est, avec le Soudan, celui qui connaît le plus grand nombre de déplacés au monde, que 60% de la population y vit en dessous du seuil de pauvreté et qu'il est le théâtre d'injustices sociales et culturelles insupportables ?

Voilà pourquoi nous exigeons une mobilisation immédiate de toutes les voix démocratiques qui en Colombie comme en Amérique du Sud, dans l'Union européenne comme aux Etats-Unis, peuvent contribuer au sauvetage des otages et à la mise en place de l'accord humanitaire, étapes nécessaires à la construction d'une solution non-violente et négociée au conflit. A cette fin, nous demandons publiquement :

1. Que les FARC libèrent immédiatement et sans condition tous les otages civils en leur possession, qu'il s'agisse des otages économiques ou politiques. Précisons que ces derniers ne sont échangeables contre aucune rançon, ne sont pas concernés par un éventuel accord humanitaire et dépendent entièrement de la bonne volonté de leurs geôliers. Devant l'extrême douleur des familles, les FARC doivent faire preuve de responsabilité politique et de cohérence éthique. Ils doivent démontrer leur capacité à créer les conditions d'un dénouement, sans lesquelles leur lutte n'a absolument aucun sens. S'il était prévu jusqu'ici que ce geste soit une contrepartie à l'accord humanitaire, il peut aussi l'anticiper : les récentes vidéos et lettres des otages politiques sont un appel désespéré pour que des mesures soient prises sans délai. Logiquement, cette exigence de libération vaut pour tous les acteurs responsables de séquestration.
2. Que le gouvernement fasse preuve d'une responsabilité analogue, abandonne définitivement l'hypothèse d'un sauvetage militaire et jette les bases d'un accord humanitaire permettant l'échange de prisonniers (guérilleros incarcérés contre policiers et militaires séquestrés). Il faut souligner à cet égard la logique juridique et morale d'un tel accord : encadré par le droit international, il vise à régler pacifiquement et momentanément l'échange de prisonniers en temps de guerre. Il traduit donc l'insertion d'une logique de non-violence dans une situation de violence structurelle. Dans cet esprit, aucune des perspectives disponibles ne doit être négligée, à condition toutefois que les négociations en vue de la libération des otages ne soient pas indéfiniment instrumentalisées au service de stratégies guerrières.
3. Que la Communauté internationale fasse preuve d'un engagement sans relâche au service de la paix et des droits humains en Colombie, théâtre de la plus grande tragédie humanitaire du continent latino-américain depuis le second conflit mondial. Trois demandes spécifiques sont ici à l'ordre du jour : le maintien non-révocable du bureau de l'ONU sur place et l'accroissement de ses moyens d'action ; l'envoi d'un délégué permanent de l'Union européenne, permettant de renforcer l'impact de la diplomatie européenne vis-à-vis l'accord humanitaire ; le développement de divers mécanismes contraignant l'Etat colombien à garantir aux associations ayant intenté des recours auprès de la Cour inter-américaine des droits de l'homme de voir ces actions menées à terme. Là encore, ces éléments sont à considérer comme les premières étapes de la reconstruction d'un système judiciaire entièrement indépendant, capable de mettre un terme aux crimes commis par les parties en conflit et de répondre à la demande des associations de victimes

² Les disparus sont des personnes brutalement arrachées à leur vie ordinaire, souvent torturées et dont les corps ne sont jamais restitués aux familles. Effacés du jour au lendemain de la société, ils font l'objet d'une double dénegation : par le pouvoir en place, qui en dénie la réalité ; par l'opinion publique internationale, qui n'en a pas connaissance. Source : Fidh.

³ Au cours des 5 dernières années de mise en œuvre de la politique de "sécurité démocratique", le nombre de déplacements forcés s'élève à 1.174.396 personnes. Source : Codhes.

de se voir reconnaître un droit inaliénable à la vérité, à la réparation intégrale et à la non-répétition des exactions. Au-delà, c'est au peuple colombien qu'il appartiendra de dessiner la voie politique lui permettant de renouer avec la justice sociale et de rejeter les diverses formes de violence qui s'expriment sur son territoire.

Parmi les preuves de vie des otages parvenues récemment à la presse et au monde, l'une a particulièrement retenu l'attention : celle qu'Ingrid Betancourt adresse à sa mère. Bouleversante par son mélange d'intimité et d'universalité, d'épuisement et de résistance morale, les mots qu'elle contient sont comme des traits d'union entre victimes anonymes et reste du monde. L'auteur y cite Albert Camus. Le meilleur moyen de lui faire écho est sans doute de poursuivre la lecture de l'auteur de *L'Étranger*. Et de s'arrêter sur ces mots : "La tyrannie totalitaire ne s'édifie pas sur les vertus des totalitaires, mais sur les fautes des libéraux" (A. Camus, *Actuelles I*). En Colombie, le visage des séquestrés comme celui des autres victimes de crimes inacceptables sont le reflet de toutes nos entraves à agir. Il est plus qu'urgent d'inverser le cours des choses, si l'idée d'humanité peut encore avoir un sens pour nous.